ACTION

N° 16 ● LUNDI 24 JUIN ● PRIX MINIMUM : 0,50 F ● Ce journal a été réalisé au Service des Comités d'Action, avec le soutien de l'UNEF, du SNESup et des Comités d'Action Lycéens.

La capitulation NE PAIE PAS!

LEUR STRATÉGIE ET LA NOTRE

Hier, Laurent Salini, dans l'éditorial de « L'Humanité-Dimanche », rappelait, fort opportunément, que depuis la mi-mai, le P.C.F. réclamait des élections générales. Satisfaction lui a été donnée par le pouvoir ainsi qu'à la F.G.D.S. Le premier service vient d'être fait. Chacun peut juger du résultat — et surtout de ce résultat essentiel : alors que voici un mois il y avait dix millions de grévistes, combien y avait-il hier de voix communistes ?

Comment en est-on arrivé là ? Qui a été battu ?

Il faut pour répondre à ces questions, dépasser la simple dénonciation de la trahison des directions politiques. Il faut dominer notre colère contre ce pitoyable carnaval électoral. On ne répond pas par la morale aux batailles politiques.

Il faut aussi, camarades Rochet et Marchais, faire preuve de responsabilité. Expliquer comme vous le faites que ceux que vous baptisez « gauchistes » ont favorisé le chantage gaulliste à la guerre civile c'est faire sur le plan intérieur la même politique que les sociaux-démocrates ont faite voici trente ans en politique étrangère : celle de la non-intervention en Espagne, celle de Munich. C'est la politique de la capitulation.

Vous avez capitulé devant le patronat dans les négociations de Grenelle, vous avez capitulé en face du gaullisme en n'ayant pas le moindre geste de solidarité à l'égard des travailleurs expulsés, des organisations dissoutes, des militants assassinés. Comment s'étonner alors que les masses travailleuses se soient senties désorientées et aient repris le travail non pas « victorieusement » comme vous ne cessiez de le dire, mais avec résignation.

On n'ignore pas impunément les réalités. Les « gauchistes », ce ne sont pas seulement les étudiants, les « gauchistes », ce sont les travailleurs qui, sans vous attendre, ont occupé leurs usines, les « gauchistes » ce sont ceux qui, plutôt que de rester à ne rien faire pendant trois, quatre ou cinq semaines, ont tenté d'organiser le ravitaillement et l'autodéfense.

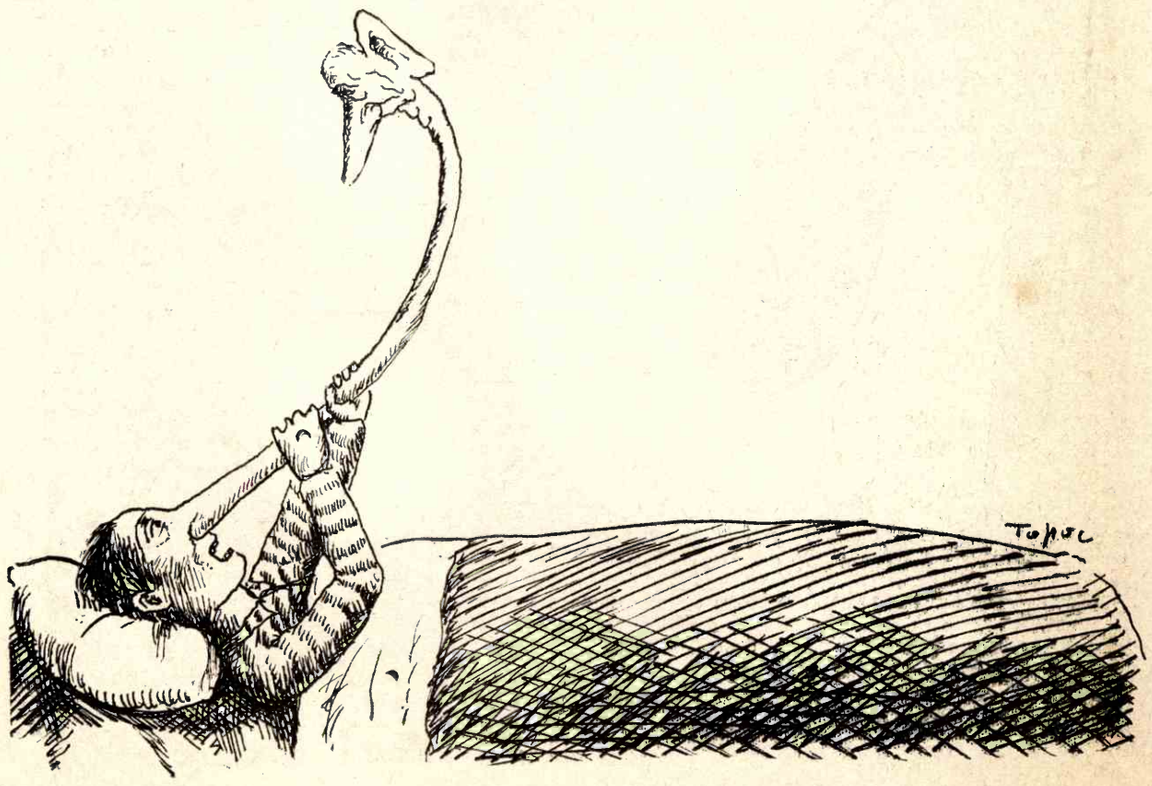
Les « gauchistes » sont partout. Ils n'ont pas choisi de mener une bataille électorale alors que dix années de gaullisme ont montré la stérilité du Parlement. Proposer les élections législatives, c'était doublement affaiblir le mouvement, d'abord parce que cela signifiait l'arrêt des grèves, ensuite parce que le principe de l'élection consiste à substituer à l'initiative de milliers de travailleurs, celle de quelques centaines d'élus — quasiment incontrôlables. Quand de plus ces élections sont organisées par un régime plus que tout autre basé sur le principe d'autorité, il n'est pas étonnant qu'il s'agisse d'une partie de dupes.

Laissons parler « Le Figaro » d'aujourd'hui : « Le recours au suffrage universel, la journée d'hier l'a bien montré, était une bonne solution ».

Ce qui a été battu, c'est la ligne stratégique visant à réaliser l'unité la plus large sur des objectifs minima. Elle n'a jamais permis de présenter aux travailleurs un programme politique, mais plus grave, elle s'est avérée incapable de susciter leur initiative. Ce que les événements de mai ont au contraire mis en lumière c'est qu'il existait une autre stratégie, celle qui s'appuie sur l'initiative révolutionnaire des masses. Cette stratégie n'avait pas sa place dans la bataille électorale parce qu'elle lui est étrangère.

Devant la déroute des partis qui ont préféré la capitulation, la poursuite de l'élaboration de cette stratégie dont une part importante a été faite dans les dernières semaines, doit se poursuivre. Elle est la seule réponse valable au renforcement des forces réactionnaires à l'issue du premier tour.

Ce renforcement augmente la marge de manœuvre du gaullisme y compris dans le domaine économique. C'est bien pourquoi la stratégie qui cherche à s'appuyer sur des comités d'action dans les quartiers et les usines, même si ceux-ci sont en nombre limité, est la meilleure réponse. En effet, cette stratégie n'a pas pour ambition ultime de ramener plus de voix à un parti mais d'impulser les grandes actions de masse susceptibles de transformer cette société.



Andrieu écrit l'histoire

« L'Humanité » de ce matin constate en première page que le premier tour de scrutin s'est caractérisé par une poussée à droite. Cela devrait faire réfléchir les dirigeants d'un parti qui s'est félicité d'avoir « contraint le pouvoir gaulliste à faire des élections ». L'analyse qu'effectuent aujourd'hui les dirigeants du P.C.F. est pour le moins étrange. Sous le titre « Pour un sursaut républicain », René Andrieu, dans « L'Humanité », expose les raisons de l'échec de la gauche.

Pour lui, c'est la campagne anticommuniste du pouvoir, appuyée sur « les extravagances, les provocations, les violences inutiles des groupes gauchistes » qui explique l'échec du P.C.F. C'est faire preuve d'une ignorance profonde des lois élémentaires de la politique révolutionnaire que s'imaginer que, après un mouvement de grève d'une ampleur inégalée dans notre pays, la bourgeoisie resterait sans réagir.

Aujourd'hui, la bourgeoisie l'emporte sur le terrain électoral : c'est qu'elle l'avait déjà emporté sur le plan social par l'arrêt des grèves, par le refus du P.C.F. de donner un débouché politique au mouvement des masses. La bourgeoisie, battue par la grève, peut toujours mobiliser les électeurs nécessaires à sa domination. Pour cela, elle dispose d'un registre étendu : la crainte, la promesse, le pouvoir.

Il est risible de prétendre que c'est la violence de l'action des masses qui a fait prendre à la gauche des voix. Il ne sert à rien de peindre le P.C.F. en rose ; il ne sert à rien de se couvrir du drapeau tricolore. Parce qu'il est encore le parti le plus représentatif de la classe ouvrière, le P.C.F. fait peur à la bourgeoisie et aux couches sociales qu'elle influence directement. Le mouvement ouvrier sait depuis un siècle qu'il ne sert à rien de masquer ses objectifs. Cacher son drapeau sous sa veste n'a jamais désarmé l'anti-communisme. Au contraire, chacun sait que la seule façon de le faire reculer est d'assurer la puissance du mouvement des masses. Dans ces conditions, on voit mal comment ceux qui grèves, en vue des élections, ont arrêté le mouvement des peuvent reprocher leur défaite à ceux qui ont voulu que le mouvement continue.

Toute mauvaise cause se défend avec de mauvais arguments. Mais ceux du camarde Andrieu dépassent en saloperie ce que l'on avait pu lire jusqu'à présent dans « L'Humanité ». La rue Gay-Lussac et les barricades le 10 mai ont été une « nasse policière » : joli terme dans la bouche d'un communiste pour désigner la lutte qui a enclenché le plus puissant mouvement de grève qui ait jamais eu lieu en France, Le camarade Andrieu met d'ailleurs le mot barricade entre guillemets : la preuve qu'il n'y était pas. La même accusation est portée contre les groupuscules gauchistes — interdits par le pouvoir gaulliste — « dont certains éléments étaient manipulés par le minstère de l'Intérieur ». Il est facile, verbalement de rejeter les responsabilités : il sera plus difficile de faire croire de telles contrevérités aux étudiants et aux travailleurs.

LES QUATRE CATÉGORIES DES ÉLECTEURS DU P.S.U.

Quand le P.S.U. présente 300 candidats aux élections législatives, cela n'est pas un hasard : aujourd'hui le P.S.U. est une force politique qui dispose d'arguments électoraux, c'est-à-dire d'une combinaison de réponses superficielles et récupératrices à des questions réelles mais contradictoires. Il y a au moins quatre catégories d'électeurs P.S.U., correspondant à quatre motivations différentes.

LES MENDESISTES

— D'abord la droite du P.S.U., celle qui vote pour le parti de Mendès-France. Ces électeurs sont évidemment partisans d'un programme de réforme démocratique mais ce qui compte avant tout pour eux, c'est que ce programme soit mis en œuvre par un leader magiquement doué d'autorité, de dynamisme, d'intégrité, capable d'imposer et de séduire. Ce qu'on appelle un homme de gouvernement. Que Mendès-France ait pu conserver cette aura du leader, malgré sa longue absence politique et son maintien à l'écart par les grands caïds de la gauche, montre bien que sa « personne » compte beaucoup plus que ses idées.

Le besoin sans exigence d'avoir un leader politique est un signe caractéristique des sociétés libérales et développées : les libertés sont formelles, les contraintes sont dissimulées, on sent bien qu'il faut devenir responsable, mais par inexpérience de la lutte réelle on députe la responsabilité à un homme qui a la réputation de savoir prendre les siennes.

LES REVOLUTIONNAIRES CATEGORIELS

— Deuxièmement, il y a ceux qui adhèrent à cette nouvelle construction idéologique qu'est le « programme » indiqué sur les affiches du P.S.U. : Pouvoir étudiant, pouvoir ouvrier, pouvoir paysan et pouvoir du peuple. Il s'agit là de ceux qui ont commencé à lutter dans leur secteur professionnel (ou plus simplement qui ont eu envie de lutter) mais qui, à cause des difficultés de la lutte, à cause de leur isolement, ou tout simplement parce qu'ils n'ont pas d'autres intérêts que dans leur secteur (faculté, entreprise, exploitation agricole), n'ont pas su ou n'ont pas voulu lier les luttes entre elles et apercevoir quelle était la lutte principale. Des universitaires qui n'ont pas compris que la seule université populaire était celle dont les travailleurs pourraient élaborer le contenu et les méthodes, on peut dire qu'ils sont de dangereux réformistes prêts à accepter beaucoup de propositions gouvernementales. Des ouvriers qui se contentent du slogan pouvoir ouvrier dans l'entreprise, on peut dire qu'ils se privent de tous les moyens de lutte effectifs qui ont justement été inventés durant la crise, ces comités de base dans l'entreprise qui loin de revendiquer le pouvoir accomplissent les tâches actuelles de la lutte ouvrière : contestation permanente, pression de la base, information, organisation non-hiérarchique des travailleurs, c'est-à-dire extra-syndicale ou pluri-syndicale, liaison avec les luttes à mener hors de l'entreprise.

LES REVOLTES

— Troisièmement, il y a les électeurs qui pour la première fois de leur vie votent P.S.U. parce que jusqu'à présent ils votaient P.C.F. Ceux-là obéissent à des raisons diverses, avouées ou non. Il y a l'argument technique selon lequel le scrutin permet de se compter. Beaucoup de ceux qui ont participé de façon radicale au mouvement de mai et juin vont se compter parmi les voix que le P.S.U. a gagnées. Méthode contestable puisque le P.S.U. a gagné des voix pour des motifs très divers ; par ailleurs beaucoup de gens qui ont milité dans le mouvement ne votent pas ou bien, et c'est la majorité, votent pour leur candidat habituel, U.D.R., F.G.D.S. ou P.C. Enfin le besoin de se compter est assez artificiel : les militants, ce sont les gens qui ont travaillé dans les comités d'action et l'on ne sait pas encore quelle est la situation actuelle et future des comités d'action ; quant aux grévistes on sait déjà qu'ils ont été dix millions.

Il y a ceux qui votent par mauvaise conscience — et pour beaucoup c'est une vieille habitude. On mène ou non des luttes réelles et puis vient le moment où les propagandes complices du pouvoir et de l'opposition traditionnelle organisent l'illusion de la lutte décisive par le scrutin. Ceux-là ont peur de ne pas participer au spectacle, de manquer une occasion, de ne pas bénéficier du salut dispensé par le ciel électoral. Ceux-là sont encore religieux.

LES CONTESTATAIRES

Enfin, il y a beaucoup de gens qui ont été concernés sérieusement par le processus révolutionnaire, mais qui, faute de ne pas s'y être engagés totalement, expriment leur soutien par le vote P.S.U., puisque le P.S.U. a tout de même soutenu la grève jusqu'au bout, a engagé tous ses militants, a protesté activement contre la répression, a offert son soutien aux organisations révolutionnaires dissoutes. Sans juger ici des arguments avancés, il faut se demander pourquoi ces gens ne se sont pas engagés pleinement dans l'action militante. On s'aperçoit que beaucoup d'entre eux exercent des professions de responsabilité : cadres, hauts fonctionnaires, professeurs. De plus, comme ils le disent eux-mêmes, ils sont mariés et ont des enfants, et pour eux cela limite leurs possibilités d'action. Construire des barricades, prendre des distances à l'égard de son emploi du temps professionnel, accomplir des tâches matérielles, supporter la discipline et la contestation des organisations de base comme les comités d'action, tout cela est abandonné aux étudiants et aux jeunes chômeurs. On veut bien offrir ses services à la révolution, mais uniquement des services de spécialistes. On ne veut précisément pas se plier à ce qui est une condition et un objectif de l'action révolutionnaire : la suppression du statut de spécialiste. Et finalement on s'en remet aux spécialistes de la contestation à quoi posent les candidats P.S.U.

ACTION CONTINUE

Grâce au soutien de centaines de diffuseurs, « Action » poursuit sa parution quotidienne.

Créé sans aucun capital, sauf celui de la confiance des militants, le journal a besoin de rentrées régulières.

Si vous voulez que sa parution continue, assurez le soutien financier à « Action ». Versez les fonds à Serge Bosc, C.C.P. 24 642-72 Paris, en indiquant « Pour Action ».

Pour un paiement, indiquer le numéro et le nombre d'exemplaires ainsi que le nom du diffuseur.

Permanence diffusion
ACTION
Halle aux Vins

PREMIÈRE AUTOPSIE D'UN FAUX COMBAT

En 1967 il y avait eu 50 candidats U.D. Ve République élus au premier tour. Le 24 juin 1968, à 0 h 45, sur 424 circonscriptions, on en comptait déjà 138. Ce résultat donne la tonalité des élections « imposées au pouvoir personnel » par l'action des masses. Jamais mystification n'aura été plus grande. En 1967 plus de 25 circonscriptions avaient été gagnées par la gauche d'extrême justesse. Dans la 9e circonscription de la Gironde (Libourne), au second tour, M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat au budget ne l'emportait que de 800 voix. Il est aujourd'hui réélu dès le premier tour.

Dans la première circonscription de la Dordogne, M. Yves Guéna, ex-ministre des P.T.T., nouveau ministre de l'Information l'emportait au second tour de mille voix. Il remporte le siège aujourd'hui dès le premier tour. A Brive, 2e circonscription de la Corrèze, le P.C.F. perd 1 000 voix : elles sont suffisantes pour faire passer le candidat gaulliste Charbonnel. Dans la Corrèze (3e circonscription, Ussel), M. Chirac, ministre de l'emploi, est élu au premier tour; il n'avait, au second tour en 1967, gagné que de 500 voix. Il gagne près de 5 000 voix.

La victoire aisée des candidats gaullistes dans des régions où les sièges leur avaient été chèrement disputés en 1967 n'est pas le seul aspect de ce scrutin. De nombreux sortants de gauche se trouvent dans un ballottage difficile. Dans la Drôme (3e circonscription, Romans), M. Georges Fillioud (F.G.D.S.-Convention) gagne 2 000 suffrages, le P.S.U. en obtient 700. Le P.C.F. en perd 2 700. Pour se faire élire, comme en 1967, M. Fillioud devra solliciter l'appui des électeurs centristes ; il lui sera en 1968 mesuré. Dans l'Eure-et-Loir (Dreux), la Ve République recule de 20 000 voix ; mais le Centre Démocrate en gagne 4 000. La Fédération progresse de 500 voix, mais le P.C. perd plus de voix que n'en gagne le P.S.U. Un ballottage difficile pour la gauche qui n'avait enlevé le siège que de 200 voix en 1967.

Dans la 4e circonscription de l'Isère (Grenoble-Nord), le P.C. et la F.G.D.S. reculent tandis que la Ve République progresse. En 1967 le siège avait été enlevé par la F.G.D.S. avec 1 000 voix d'avance.

Dans les Bouches-du-Rhône (1re circonscription Marseille), même mouvement. La Ve République gagne plus de 5 000 voix. Un siège que la F.G.D.S. avait remporté avec moins de 400 voix d'avance en 1967 !

Dans les lieux qui ont été le théâtre de luttes ouvrières importantes, le P.C.F. ne progresse guère. A Montbéliard, où se trouvent les usines Peugeot, le député sortant, M. Boulloche est stable ; le P.C. perd près d'un tiers de ses suffrages (5 000 voix). Le candidat P.S.U., délégué C.G.T. des usines Peugeot, absent en 1967, fait un score de 3 418 voix. A Saint-Nazaire, en Loire-Atlantique, la F.G.D.S. et le P.S.U. progressent de 3 000 voix alors que le P.C.F. perd 1 000 voix. En Loire-Atlantique, 2e circonscription, le P.C. perd 3 000 voix que récupère le P. S.U. A Villeurbanne, le P.S.U. gagne 4 441 voix. En Meurthe-et-Moselle, où le camarade Dupont n'avait manqué le siège que de 600 voix en 1967, le P.C. perd près de 6 000 voix. Le P.S.U., absent en 1967, obtient 3 388 voix.

A Besançon, dans le Doubs (1re), lieu des conflits de la Rhodiaceta, le P.C. perd la moitié de ses voix (près de 4 000) ; le P.S.U., absent en 1967, fait un score de 2 562 voix. La F.G.D.S. s'effondre : le niveau d'abstention s'élève très fortement.

Le bilan du 1er tour est pour la politique électoraliste du P. C.F. très lourd. Les régions où la lutte ouvrière a été la plus violente, sont celles où le P.C.F. a subi les pertes les plus fortes. Que le P.S.U. ait gagné des voix dans ces endroits n'étonnera pas ; quelles que soient les ambiguïtés de ce parti, il a représenté pour les étudiants et les travailleurs en lutte la solution « la plus à gauche ». Ce qui, pour nous, constitue la leçon essentielle du scrutin, c'est la victoire sans précédent du parti gaulliste. Demain, c'est fort d'une majorité accrue, peut-être de 300 sièges, que le gouvernement pourra continuer sa politique de répression. Mais, pour avoir dès le départ dénoncé la mystification électorale, nous savons que la riposte au pouvoir ne peut résider que dans le mouvement des masses. C'est pour avoir oublié cette règle fondamentale de l'action révolutionnaire que le P.C.F. aujourd'hui doit faire les comptes de ses pertes. C'est dans la force du mouvement populaire que se jugera, en dernière analyse, les résultats de la crise révolutionnaire de mai.

W. Rochet : Contraindre le pouvoir gaulliste aux élections.

LES C.A.L. PRÉPARENT LA RENTRÉE

La fermeture des lycées sur décision du ministère et du rectorat de Paris, et motivée par des considérations d'organisation des examens, n'a trompé personne et surtout pas les lycéens. Malgré les rappels à l'ordre donnés par le ministre, malgré les appels au calme lancés par les syndicats enseignants, les Comités d'action lycéens ne sont pas entrés au bercail. Plusieurs lycées de Paris et de sa banlieue (J. Decour Jeanson de Sailly, Valéry, Henry-IV, Turgot, Condorcet, Gilles Tautin ex Mallarmé, etc.) sont toujours occupés par les élèves. Les occupants sont parfois, il est vrai, peu nombreux, mais rares ont été les lycéens à vouloir reprendre le travail comme si de rien n'était. C'est que pendant tout le mois de mai et le début du mois de juin, les lycéens, en masse, avec de nombreux enseignants ont démontré pratiquement, qu'ils étaient capables de réaliser leurs propres expériences pédagogiques et de construire leur propre pouvoir politique.

CONTRE L'ORDRE SCOLAIRE

Le pouvoir ne veut voir dans les événements qu'ont connus les lycées parisiens, que le désordre et la démolition. Ce qui est vrai, par contre, c'est que les lycées et les collèges ont vu s'effondrer en quelques semaines l'autoritarisme et la discipline répressive qui y régnaient.

Or rien d'important ne se passe dans le calme et le « dialogue constructif ». Devant un professeur réactionnaire, on ne discute pas, on combat. Ici, il n'est plus question de chahut, « parce que le prof' est emmerdant » ; les lycéens ont étudié très sérieusement les racines du chahut qui règne dans la majorité des classes : Ils en ont conclu que le chahut était inséparable des rapports pédagogiques autoritaires qui régissent l'enseignement secondaire, que le professeur soit ou non réactionnaire ou « emmerdant ». La seule possibilité pour l'enseignant ne réside pas, par conséquent, dans un jeu paternaliste ou dans un laisser-aller généreux, mais dans la mise en cause des structures pédagogiques réactionnaires sur lesquelles est fondé l'enseignement. Cette mise en cause, seul l'enseignant ne peut la mener. Elle suppose la contestation organisée et permanente de l'ordre scolaire de la part des lycéens ; et cette contestation passe par la contestation du système politique qui permet cet ordre scolaire.

COUP DE BALAI A VOLTAIRE

C'est en ce sens que les commissions formées par les lycéens ont travaillé durant plus d'un mois dans de nombreux lycées parisiens : débats politiques, expériences d'autogestion de l'enseignement, projets de participation des élèves aux Conseils de classes. Certains lycées sont à l'avant-garde de ce mouvement. Ainsi, au lycée Voltaire, en accord avec la majorité des enseignants, les lycéens ont supprimé les sanctions disciplinaires rétrogrades (abolition des « colles », droit de regard dans le Conseil de discipline), mis fin aux institutions du mérite scolaire (suppression du tableau d'honneur), entamé une démocratisation réelle du rapport enseignant/enseigné (conseil de classe mené devant tous les élèves).

HENRI IV : PEDAGOGIE EN LIBERTE

Au lycée Henry-IV, les élèves ont expérimenté avec succès les « cours de pédagogie nouvelle », démontrant que ce que les réformateurs qualifiaient d'utopique, était en réalité possible du moment que les intéressés eux-mêmes construisaient les modèles d'apprentissage culturel : « désormais, nous organisons notre travail nous-mêmes ; le lycée démarre sur des bases nouvelles. » (...) « Pendant trois semaines, les élèves organiseront leur enseignement comme ils le désirent ayant supprimé de l'étude ce qui empêche d'étudier : l'ennui et la contrainte. » *(Autonomie pédagogique d'Henry-IV*, texte de présentation des commissions).

Le travail de ces commissions a été de deux sortes : d'abord la transformation expérimentale des cours classiques : (anglais, physique, mathématiques, etc.). Chaque groupe de travail (25 élèves au maximum) organise son planning comme il l'entend (matière étudiée, emploi du temps, exercices pratiques) et demande la participation d'un (ou de plusieurs) enseignant selon qu'il le juge utile. Chaque jour, on fait le point, on prépare la journée du lendemain... ou l'on décide de ne rien faire.

Parallèlement à ces cours classiques transformés, les élèves ont formé des commissions de travail sur des problèmes politiques généraux (1936, octobre, la presse), sur l'intégration des moyens d'expression culturels (cinéma, théâtre) dans l'enseignement, sur le système d'éducation et sa critique.

De toute cette expérience, l'administration d'Henry-IV n'a voulu rien retenir et vouloir faire comme si rien ne s'était passé. Les lycéens d'Henry-IV ont répondu comme on l'a vu ces derniers jours.

D'une façon moins spectaculaire, c'est ce qui se passe dans la plupart des lycées. Le seul souci de l'administration est de faire passer le bac dans le calme et l'ordre retrouvés tandis que les C.A.L. ne sont toujours pas reconnus.

POUR DES LYCEES OUVERTS

Aussi les comités d'action lycéens se préparent-ils à la bataille de la rentrée. Dans plusieurs lycées sont discutés les thèmes sur lesquels les C.A.L. développeront leur campagne. On peut, *grosso modo*, les rassembler en quatre rubriques :

1. Dépasser le caractère corporatiste de l'action dans lequel la réalité de classe de l'enseignement secondaire risque de l'enfermer : faire des lycées des pôles ouverts qui puissent être des lieux de rencontre avec les élèves des collèges d'enseignement technique (C.E.T.) et les jeunes travailleurs.

2. Exigence complémentaire : développer les libertés politiques à l'intérieur du lycée : droit de réunion, d'affichage, de distribution de tracts, etc.

3. Suppression de la discipline réactionnaire : collantes, toute-puissance des proviseurs et censeurs, interdictions diverses, etc.

4. Cogestion, avec les enseignants, de certains domaines de la vie des lycées : conduite de l'enseignement dans les classes, programmes, activités culturelles, affectation des locaux, etc. A cet effet, les C.A.L. étudient la revendication dans chaque lycée d'un comité d'établissement composé pour moitié d'élèves et d'enseignants et qui aurait pour tâche de discuter et de décider des réformes pédagogiques, des matières d'enseignement, des questions de discipline et des activités d'ordre culturel ou politique. Cette revendication soulève tout le problème du pouvoir dans le lycée et les C.A.L. se gardent de vouloir tomber dans le piège de l'intégration.

Ce sont ces thèmes qui seront discutés par les militants C.A.L. des lycées de Paris et de sa banlieue à l'assemblée qu'ils tiennent mercredi prochain à 14 heures, à la Halle aux Vins.

COMITÉS D'ACTION XIII : TRAVAIL A LONG TERME

Maintenant que le travail a repris dans la plupart des entreprises (Citroën-Choisy est encore en grève dans le 13e), les comités d'action sont à un tournant. Tout le travail d'aide aux ouvriers en grève et d'information des habitants du quartier qui avait été la principale activité depuis plus de trois semaines, doit aujourd'hui être organisé, pensé à plus long terme.

En effet, lorsqu'il s'agissait de soutenir les grévistes, comme nous l'avons fait, en collectant de l'argent, en organisant le ravitaillement, en informant les habitants du quartier par des tracts et des affiches, en faisant des manifestations locales, on pouvait agir au jour le jour, répondre immédiatement à l'aide que les travailleurs sollicitaient de nous.

Mais aujourd'hui les comités éprouvent le besoin d'approfondir le travail qu'ils vont désormais continuer auprès des entreprises. En effet, à l'occasion de ces grèves, nous avons noué de nombreux contacts avec les travailleurs (dépôt Lebrun de la R.A.T.P., SNECMA, Citroën, Sesco, etc.) et, à l'occasion de meetings hebdomadaires avec ces travailleurs et la population locale, nous avons commencé à réfléchir sur les luttes menées, sur la façon dont elles se sont déclenchées, sur la politique des syndicats et des partis de gauche, sur l'absence de coordination et d'information entre les usines en grève, etc.

A partir de là, nombre de problèmes se sont posés à nous et aux travailleurs : rôle des syndicats et des comités d'action d'entreprise, relation des C.A. avec les ouvriers au-delà de la grève, nécessité de mettre en lumière les expériences avancées qui avaient pu surgir ici ou là : grève active, gestion ouvrière, etc.

C'est donc en se renforçant politiquement, en se donnant les armes idéologiques nécessaires pour un travail à long terme, que les comités vont pouvoir continuer la lutte, aider les travailleurs et informer les habitants du quartier.

Ce travail, qui va certes soulever des discussions et des difficultés est nécessaire maintenant pour affronter les nouvelles luttes à venir.

FRANCO A L'ÉCOLE

La presse espagnole a fait beaucoup de bruit sur les événements français, trop heureuse d'y trouver une diversion à des problèmes intérieurs bien préoccupants depuis les grandes manifestations ouvrières et étudiantes du 1er Mai à Madrid. Toutes les brutalités de notre police ont été exposées, commentées, voire critiquées — avec des photos inédites. Une façon comme une autre de dire : « Et vous vous plaignez, et vous parlez chez nous de répression ! »

Pourtant, il semble que nos barricades, conjuguées à la lutte des camarades de là-bas, aient flanqué la trouille au généralissime : un décret vient d'autoriser la formation des premiers syndicats libres étudiants (depuis la guerre civile) à Madrid, Bilbao et Barcelone. En fait, le Syndicat démocratique des étudiants n'a pas attendu d'autorisation gouvernementale pour exister dans toutes les universités d'Espagne.

Le directeur de la publication : Jean-Pierre VIGIER

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués Grandes Imprimeries « Paris Centre »
142, rue Montmartre Paris (2e)

BUREAUX D'ÉTUDES : MOQUETTE ET RÉVOLUTION

La Défense. Le Quartier Bellini. Pelouse. Jets d'eau. Massifs discrets. Entrée au luxe un peu appuyé. Ascenseur, avec téléphone d'appel. Troisième étage. Des bureaux.

Ce sont des Bureaux d'études. L'entreprise qu'ils constituent comporte ainsi environ 80 « employés », dont peut-être 60 cadres. Les salaires, pour ceux-ci, s'échelonnent entre 2 000 et 4 000 F. Il y a, en plus, d'appréciables avantages : un restaurant self-service qui n'a vraiment rien à voir avec un restaurant universitaire ou même une cantine d'entreprise ; prix : 2 ou 3 francs, selon le salaire : il est subventionné aux deux tiers. Les salariés touchent le 13e mois ; il y a la coopérative d'achats ; les notes de frais lors des missions assez nombreuses en dehors de Paris (ce qui équivaut donc à un double salaire) ; horaire de 42 heures et demie par mois : et, bien sûr, si un jour vous avez envie de partir à 4 heures de l'après-midi, ou de ne pas venir du tout, vous ne trouverez personne pour vous faire une remarque.

Dans ces conditions, pourquoi voudriez-vous donc que le personnel se soit mis en grève lors des « événements » ?

UNE GREVE EXEMPLAIRE

Le personnel s'est mis en grève : le premier jour. Par solidarité avec les étudiants qui soignaient leurs premières plaies, et avec les travailleurs qui, d'heure en heure, commençaient un débrayage illimité. Par solidarité seulement ?... Oui et non. Au départ, c'est sans doute une motivation de cet ordre qui détermine la plupart. D'une manière plus confuse, peut-être aussi le désir de s'associer à un mouvement anti-gaulliste, de rejoindre, sans plus, « la gauche ». Il y aurait sans doute beaucoup à dire sur la population des bureaux d'études : d'où viennent politiquement les chargés d'études et les chargés de mission ? On y reviendra. Mais assez vite sont apparues des revendications plus précises : propres à l'entreprise, d'abord, qui touchaient les problèmes d'organisation interne, à vrai dire assez mineurs. Mais surtout, très nettement avancé dès la première réunion, le mot d'ordre du mouvement fut : non aux actuels bureaux d'études ! Il faut un peu expliquer ce qu'est un bureau d'études.

Un administrateur, dans un ministère (l'Equipement, les Affaires sociales et économiques, le Logement, les Transports, sont les plus fréquents), a besoin, pour valider l'une ou l'autre de ses hypothèses de travail, de savoir par exemple ce que la population concernée par sa décision risque de penser de celle-ci. Il confie alors le soin de réaliser cette étude à telle équipe, siégeant dans tel bureau d'études, et passe avec elle un contrat. Dans le cas du C.E.R.A.U. (Centre d'Etudes et de Recherches sur l'Aménagement Urbain), dont nous nous inspirons ici, on peut compter que 90 % environ des contrats passés le sont avec une administration ministérielle : les autres « clients » possibles, d'ailleurs, c'est-à-dire les municipalités par exemple, n'ont évidemment absolument pas les moyens de signer de tels contrats qui portent facilement sur plusieurs dizaines de millions.

Mais le client ministériel n'est pas le seul payeur. Pour tout l'ensemble des travaux d'investissement de l'entreprise (extension des locaux, achat de matériel électronique, couverture des dépassements inévitables de crédits, etc.), l'entreprise considérée a besoin d'une assise financière permanente, une banque ou tout autre organisme, et, en l'occurence, il s'agit là de la Caisse des Dépôts et Consignations (Bloch-Lainé en étant le directeur connu du public). Dès lors, l'argent ministériel des contrats remplit simplement un rôle de subvention de fonctionnement.

On voit donc clairement les deux données politiques de départ : d'une part, la responsabilité de l'entreprise — c'est-à-dire, en clair, le risque qu'elle prend en se mettant en grève — est engagée par rapport à ses *clients* (les ministères), en ceci que les lois de la concurrence jouent pour ce secteur comme pour les autres : si grève il y a, les délais de remise d'études seront augmentés (à moins que les chargés d'études fassent une « récupération », ce qui nie le sens de leur grève), et l'entreprise sera en plus mauvaise posture pour obtenir par la suite d'autres contrats. D'où, d'autre part, une responsabilité encore plus grande par rapport à leur *couverture financière* permanente, laquelle peut, évidemment, mal s'accommoder d'un « mauvais » fonctionnement de l'entreprise qu'elle garantit.

RESPONSABILITE OU ALIENATION ?

La première chose que les cadres du C.E.R.A.U. en grève ont refusée, c'est de se satisfaire de cette impropriété de termes. Ils « en ont eu marre » de prendre cette double tutelle pour fait naturel, et donc l'ont contestée. Comment ? C'est qu'à y bien réfléchir, ils n'ont plus bien compris pourquoi ils seraient par rapport à tel ministère en position de simples prestataires de services. Le ministère donne de l'argent pour faire une étude sur la manière dont les habitants de X perçoivent l'urbanisation nouvelle du centre démoli par la guerre. En quoi le fait de donner l'argent pour ce faire conférerait-il à l'administration le « droit du payeur » dans la relation marchande habituelle ? A qui appartient l'argent ? Qui l'a donné ? C'est le contribuable, c'est vous, c'est moi, c'est nous aussi diront les grévistes. Et la Caisse des Dépôts ? Par qui est-elle alimentée ? Sinon pour l'essentiel par l'ensemble des épargnes privées ?

Allons plus loin. Ce qui surtout mécontente les cadres, c'est qu'ils n'ont pas le sentiment que leur travail serve à grand-chose. Ou plutôt si : dans une des commissions constituées durant la grève (celle-ci se faisait avec occupation des lieux), qui travaillait sur le problème de la *finalité* des bureaux d'études, on s'est livré à une petite description des raisons pour lesquelles telle étude était demandée, et quel usage ultérieur en était fait. Il apparut ainsi qu'en fait, la majeure partie des études et recherches faites servent moins à éclairer une décision qu'à servir de « bonne carte » dans un dossier que tel ministère défend contre un autre à propos du même problème : ainsi la pensée et la science n'auraient comme principale fonction que de permettre l'argumentation de positions internes à l'administration ! Cela aussi, c'est l'aliénation. Il est très difficile aux chercheurs de savoir ce qu'on fait de leur rapport une fois que celui-ci est remis : sans doute il va rejoindre sur quelque étagère d'autres découvertes prestigieuses? Mais *il est apparu soudain intolérable que le chercheur n'ait finalement aucun droit de regard sur le produit de son travail.* Rapports remisés, ou utilisés d'une façon tendancieuse, et ceci au nom d'un droit de propriété retenu comme naturel par le bailleur de fonds, voilà ce qu'un certain nombre de techniciens remettaient en cause avec plus ou moins de clarté.

UNE GREVE EXEMPLAIRE PAR SES LIMITES

La grève était exemplaire parce qu'elle était une illustration presque « pure » de ce que peut représenter aujourd'hui un mouvement de jonction avec les luttes ouvrières et étudiantes des cadres, techniciens et chercheurs, le fut aussi d'une manière négative mais pleine d'enseignements sur d'autres points.

Solidarité avec le mouvement de mai (solidarité morale et politique, mais aussi financière : environ un million et demi d'anciens francs ont été versés à l'U.N.E.F. et à l'Intersyndicale de Puteaux, et plus récemment au C.L.E.O.P.) ; mauvaise conscience d'un certain nombre de chercheurs se sentant « de gauche » mais profitant très évidemment de l'organisation sociale qu'ils combattent ; malaise enfin, très profondément ressenti, face au « sale boulot » que représente globalement cette entreprise éminemment idéologique des bureaux d'études.

Ce dernier point indique-t-il par la même occasion les raisons pour lesquelles le mouvement de grève est, dans ce secteur, limité ? Il s'agit d'une population certainement désireuse de changer la situation actuelle, et même de la changer beaucoup. En a-t-elle les moyens ? Est-elle prête à se les donner ? Nous n'avons pas encore parlé de la présence syndicale au C.E.R.A.U. Il y a deux sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. Elles sont toutes les deux reconnues *de facto* par la direction, et les éléments les plus dynamiques parmi les chargés d'études et de mission y sont affiliés. Elles décident de la composition des listes soumises au vote du personnel pour constituer le comité d'entreprise ; on lira d'autre part une motion du syndicat C.G.T. des Sciences Humaines sortie au début du mouvement, qui avait l'entier soutien de la section C.G.T., et qui tranche quelque peu avec les positions de la confédération. C'est dire que leur rôle, tant sur le plan de leur position sur l'ensemble du mouvement que sur celui de leur participation réelle à la grève, y compris son déclenchement, ne peut être contesté. Mais ce que les sections syndicales purent seulement faire, c'est de constituer un *Comité de Grève* unitaire, avec certains non-syndiqués. Si bien que sur la base d'une représentativité *réelle* de ce qui fut baptisé « par solidarité ! » « *Comité d'action* » une modération très générale du mouvement et de son corporatisme latent furent assez vite les caractéristiques essentielles. Le mouvement est politiquement limité, non parce que les textes issus des commissions étaient d'un ton mesuré, mais parce que, face à leurs puissantes tutelles, les bureaux d'études restent éminemment dépendants de l'Etat, quel qu'il soit, et que c'est à ce niveau que le problème se pose.

Le corporatisme ? Le mouvement de grève posait, on l'a dit, des problèmes purement internes à la maison : la direction n'est pas intraitable, et participait d'ailleurs en certains de ses échelons aux assemblées générales et aux commissions ; sur bon nombre de points (en particulier : temps de Formation permanente pris sur le temps de travail ; cela veut dire qu'on peut aller passer l'après-midi dans la Bibliothèque de la maison, ou lire dans son bureau tel ouvrage récent : c'est officialiser une pratique évidemment en place !), satisfaction fut donnée. Sur d'autres, la direction de l'entreprise ne pouvait que lever les bras au ciel : il y avait un certain nombre de choses sur lesquelles elle était, **elle,** sans pouvoir ! Vous me parlez de l'autogestion de l'entreprise, disait-elle en substance, mais cela pose le problème de son financement, vous comprenez bien : allez réformer les règles de fonctionnement de la Caisse des Dépôts et Consignations !

SORTIR DES BUREAUX D'ETUDES

Aurait-il été possible de dépasser ce cadre, c'est-à-dire de poser les problèmes revendicatifs à un niveau suffisamment général pour que les préalables de tous ordres qui les conditionnent puissent être abordés ? La solution se trouvait d'abord au niveau d'une liaison plus étroite avec le mouvement ouvrier, notamment sur la localité de Puteaux : on a vu que des contacts furent noués. L'aide financière est un fait positif. Plus positif encore est un projet, sur la réalisation duquel il serait imprudent de prophétiser, qui consiste en la réalisation pour le compte de l'intersyndicale d'une recherche sur l'*emploi* dans la région Puteaux-Suresnes-Nanterre, avec un contrat dont les clauses financières seront symboliques (donc travail non payé). Espérons que cela prendra forme sans trop tarder. Mais les quelques idées d'une présence plus effective des « techniciens de l'urbanisme » au sein de la population locale n'ont pas pris corps encore : il y aurait pourtant là tout un travail de dénonciation et d'explication à faire, sur des problèmes dont tout montre à la fois qu'ils déterminent le cadre de vie et de pensée, et qu'ils restent insolubles dans un cadre capitaliste.

Un autre mode « d'ouverture sur l'extérieur » résidait dans les diverses tentatives de coordination qui se firent jour entre les différents bureaux d'Etudes en grève. Le résultat fut décevant. Des réunions se tinrent : une trentaine de Bureaux d'Etudes (dont l'I.N.S.E.E., certains services de l'Education Nationale, et du C.N.R.S.) votèrent des motions d'une belle vigueur. La combativité « à la base », là aussi, était réelle, malgré des situations particulières souvent très difficiles ; presque partout, on retrouvait deux phénomènes essentiels du mouvement : le très grand nombre des cadres en grève, donc l'accent mis sur des revendications très générales, à la fois politiquement intéressantes mais pratiquement quelque peu abstraites ; d'autre part, chacun a pu se rendre compte d'une convergence très générale des thèmes abordés dans la quasi-totalité des bureaux d'Etudes et organismes semblables : précisément le thème du *statut du technicien et du chercheur.*

BUREAUX D'ETUDES ET CLASSES MOYENNES

Il resterait beaucoup à dire, et peut-être n'est-ce pas encore le moment. La suite de l'action ? Pour le moment, il reste du mouvement lancé au C.E.R.A.U. le très vif désir, alors même que la grève a cessé, de garder une structure de contact permanente, qui poursuit un travail d'information sur l'ensemble de la situation sociale. Plus profondément, un certain nombre de cadres, à la fois bénéficiaires d'une société de répression et réprimés par la société de Bénéfices, ont pris conscience qu'ils étaient partie prenante d'une intégration des classes moyennes au combat pour le Socialisme aux côtés de la classe ouvrière et des étudiants. « Le pouvoir est dans la rue ! ». Il n'est pas dans les Bureaux d'Etudes, et avant, tout le monde n'en était pas persuadé. Acquérir cette notion est peut-être la meilleure voie pour inciter chercheurs et techniciens à mettre leur travail à la disposition des forces qui seules peuvent donner à leur malaise un contenu réellement anticapitaliste.

Il est clair que l'exemple de ce qu'a été le mois de mai dans les bureaux d'étude pose le problème plus général du statut des classes moyennes.

Les sujets d'études

2 documents :

1) Déclaration du Syndicat C.G.T. des Sciences Humaines au début des événements.
2) Motion de la première assemblée générale du personnel des C.E.R.A.U.

— 1 —

Syndicat des Sciences Humaines
C.G.T.
243, rue Lafayette - PARIS-X^e^

Paris, le 18 mai 1968

Les travailleurs du Syndicat national des Sciences Humaines affirment leur volonté de voir leur travail mis au service des travailleurs, et non au service du patronat et de l'appareil d'Etat capitaliste.

Ils assurent de leur entière solidarité l'ensemble des étudiants et travailleurs en lutte contre le régime actuel ;

Ils mettent en garde contre toute tentative démagogique tendant à discréditer le mouvement étudiant et notamment ses éléments les plus avancés, et à diviser travailleurs et étudiants menant une lutte commune ;

Ils saluent avec reconnaissance les camarades étudiants ou non, syndiqués ou non, qui ont été victimes de la répression de la police au cours des héroïques combats du Quartier Latin, et qui ont amorcé une nouvelle phase dans les processus de contestation du régime ;

Ils saluent les travailleurs qui occupent leurs usines et leurs lieux de travail, et dont la lutte, qui ne cesse de s'étendre, conduit à des victoires décisives ;

En tant que travailleurs, ils ont les mêmes aspirations que l'ensemble de la classe ouvrière : salaires, conditions de travail, libertés syndicale et politique ;

Ils appellent tous les travailleurs des Sciences Humaines à se réunir sur leurs lieux de travail pour examiner leurs revendications, créer des Comités d'Action, et déterminer les modalités de lutte les plus efficaces pour les faire aboutir, y compris la grève avec occupation du lieu de travail.

Le Syndicat national des Sciences Humaines appelle tous ses adhérents à prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire aboutir cette action.

L'issue victorieuse du mouvement est entre les mains des travailleurs eux-mêmes, qui doivent multiplier les initiatives de lutte contre le système capitaliste.

— 2 —

L'Assemblée générale du C.E.R.A.U., réunie le 21 mai 1968 décide de se mettre en grève immédiatement pour participer avec les étudiants et les travailleurs au mouvement général de contestation.

Cette grève sera réalisée sur les lieux de travail. L'Assemblée générale du personnel se réunira tous les jours pour discuter les propositions de ses commissions chargées d'étudier :

— les autres modes de participation au mouvement,
— l'autogestion de l'entreprise,
— l'analyse critique du rôle social et politique de ses activités,
— les revendications salariales, professionnelles structurelles propres à l'entreprise.

L'Assemblée générale affirme par ailleurs sa volonté d'obtenir le paiement des journées de grève et s'engage à en reverser le montant perçu, moins le S.M.I.G., à un fonds de grève qui sera précisé ultérieurement.